

Réunion du Conseil Municipal du 7 juin 2024

- Procès-Verbal -

Convocation du 31 mai 2024.

L'an deux mille vingt-quatre, le sept juin à vingt heures trente, le conseil municipal, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en conseil municipal, qui a eu lieu salle des mariages, sous la présidence de **Bruno CHEVRIER**, Maire.

Présents : Bruno CHEVRIER, Gael LE MEHAUTE, Christine HAUMONTE, Michel BILQUEZ, Albert KIRSVEND, Danièle KRIER, Michel PIERRE, Édith MARTIN, Caroline DURAND, Quentin VILLAUME et Jérôme MASSON

Absents : /

Représentés : Véronique SOULIER a donné pouvoir à Christine HAUMONTE, Sophie THENOT a donné pouvoir à Michel BILQUEZ, Danièle KRIER a donné pouvoir à Michel PIERRE et Catherine BONTEMPS a donné pouvoir à Gael LE MEHAUTE.

Secrétaire de séance : M. Gael LE MEHAUTE a été élu secrétaire.

Approbation à l'unanimité du compte rendu du 12 avril 2024.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de reporter un point à l'ordre du jour : Forêt – Intégration parcelle AI78.

Le conseil municipal autorise le report à l'unanimité.

Délégation de fonctions – Compte-rendu par l'exécutif de l'usage de ses délégations

A – Dans le cadre des délégations qu'il a reçues du Conseil Municipal en date du 3 mars 2023, Monsieur le Maire a mandaté les dépenses suivantes :

- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 2 Aménagements extérieurs – 40 798.92 € HT – VALDENAIRE TP
- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 10 Electricité – 1 916.51 € HT – THOCKLER SARL
- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 8 Peintures intérieures– 5 058.30€ HT – SAS OVA
- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 7 Revêtements de sol/faïences – 8 009.83 € HT – SARL ROBEY Père et Fils
- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 5 Plâtrerie/Faux plafonds/Iso – 1 544.05 € HT – MZ PLAFOND
- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 5 Plâtrerie/Faux plafonds/Iso – 3 195.30 € HT – GALLOIS SARL
- ✓ Extension de la Maison médicale – Maîtrise d'œuvre – 1 430.27 € HT – BOUILLON BOUTHIER
- ✓ Extension de la Maison médicale – Lot 6 Menuiseries intérieures bois – 8 491.91 € HT – SAS Menuiserie CAGNIN

- ✓ Extension de la Maison médicale – Contrôle technique des missions – 399.34 € HT – BUREAU VERITAS
- ✓ Siège ergonomique – 638.12 € TTC – SET AND SIT
- ✓ Drapeaux – 64.44 € TTC – SEDI SAS
- ✓ Matériel services techniques – 792.96 € – SCHMERBER PROLIANS
- ✓ Panneaux fauchage – 157.20 € – MARCHAL JF

B – Dans le cadre des délégations qu'il a reçues du Conseil Municipal en date du 3 mars 2023, Monsieur le Maire a attribué les concessions cimetières suivantes :

- ✓ Attribution pour une durée de 30 ans – nouveau cimetière – 120 € TTC – COSTE Michel
- ✓ Attribution pour une durée de 30 ans – nouveau cimetière – 120 € TTC – BOUGEROL Emmanuel

C – Dans le cadre de la délégation qu'il a reçue du Conseil Municipal en date du 3 mars 2023, Monsieur le Maire n'a pas exercé les droits de préemption suivants :

Date dépôt	Nom – Prénom	Adresse du bien aliéné	Nature du bien	Référence cadastrale
11/05/2024	Maître Stéphanie GOURBEYRE	38 Rue d'Alsace	Bâti	AC 32
17/05/2024	MARTIN Jonathan	11 rue des Acacias	Bâti	AM 65
30/05/2024	Maître Stéphanie GOURBEYRE	2 Coteaux des Fruitiers	Bâti	AK 195 256 258 250

Ordre du jour :

- Affaires générales - Autorisation de passage et balisage pour le Club Vosgien
- Affaires générales - Convention d'accompagnement pour la mise en place d'une opération d'autoconsommation collective à dimension citoyenne
- Affaires générales - Convention avec l'enseigne AUCHAN
- Finances - TVA Budget photovoltaïque
- Finances - Demande de fonds de concours CAE
- Finances - Tarifs des frais de scolarité
- Finances - Décision modificative
- RH - Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité
- RH – RIFSEEP
- RH – Convention relative à la mise en œuvre des prestations de service du pôle carrières
- RH – Demande d'agrément de service civique
- Intercommunalité - Répartition du capital social SPL X-Démat

DCM 2024/32 : Affaires générales - Autorisation de passage et balisage pour le Club Vosgien

Monsieur le Maire explique que le CLUB VOSGIEN D'ÉPINAL a sollicité de la part de la commune l'autorisation de passage et l'autorisation de balisage du « sentier de ceinture de la place forte d'Épinal » dans la forêt communale.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

D'AUTORISER le CLUB VOSGIEN à passer par le fort et la forêt de Deyvillers à baliser le « sentier de ceinture de la place forte d'Épinal ».

DCM 2024/33 : Affaires générales - Convention d'accompagnement pour la mise en place d'une opération d'autoconsommation

Monsieur le Maire explique que la municipalité souhaite développer l'autoconsommation énergétique de la commune. Afin d'assurer la meilleure fiabilité possible des opérations dans ce domaine nouveau pour les élus, il convient de signer une convention avec l'association Lorraine Energie Renouvelable (LER) qui nous apportera son expertise.

L'accompagnement portera sur :

- La réalisation d'une note d'opportunité sur les bâtiments communaux
- Un accompagnement à la mobilisation citoyenne si le conseil municipal le décide
- Un accompagnement à la mise en œuvre de l'opération d'autoconsommation collective.

Le coût de cette prestation est de 5 500 € dont 1 500 € à la charge de la commune le reste étant pris en charge par les partenaires financiers de LER.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention.
PRECISE que les crédits sont inscrits au budget.

DCM 2024/34 : Affaires générales - Convention avec l'enseigne AUCHAN

Monsieur le Maire explique que notre fournisseur de carburant ayant changé de gestionnaire nous n'avons plus la possibilité d'approvisionnement jusqu'à une date indéterminée

En remplacement Monsieur le Maire propose que la commune signe une convention auprès de l'enseigne AUCHAN.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer cette convention.

DCM 2024/35 : Finances - TVA Budget photovoltaïque

Monsieur le Maire explique que le régime de la franchise en base s'applique de plein droit dès le début de l'activité sauf option expresse à la TVA par délibération.

Pour rappel une collectivité locale qui bénéficie, pour une activité donnée, du régime de la franchise en base est dispensée de la déclaration et du paiement de la TVA. Corrélativement, elle ne peut récupérer par la voie fiscale (exercice du droit à déduction) la TVA grevant les biens et services acquis pour les besoins de l'activité concernée.

Dans la mesure où le chiffre d'affaires généré par l'activité photovoltaïque de la commune n'excède pas 47 700 € le conseil municipal décide, à l'unanimité, de bénéficier du régime de la franchise en base conformément aux dispositions de l'article 293B du CGI.

DCM 2024/36 : Finances - Demande de fonds de concours CAE

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5-IV,

Vu le règlement d'attribution d'un fonds de concours de la Communauté d'Agglomération d'Epinal,

Vu le projet de convention avec la Communauté d'Agglomération d'Epinal pour le versement d'un fonds de concours,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

D'AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter le versement d'un fonds de concours auprès de la Communauté d'Agglomération d'Epinal pour l'opération suivante et d'approuver le plan de financement ci-dessous :

Opération : Eclairage public – Tranche 1

Montant total de l'opération (H.T.) : 133 465,66 €

La participation communale pour ce type de projet a été définie à 70 % du montant HT des travaux moins les aides attribuées au SDEV pour ce projet, conformément à la décision du comité syndical en date du 31 janvier 2018.

Reste à charge pour la commune (H.T.) : 78 425,96 € (100 %)

Autres financeurs :

DETR : 47 055,00 € (60 %)

Communauté d'Agglomération d'Epinal : 15 685,48 € (20 %)

Part autofinancement de la Commune : 15 685,48 € (20 %)

D'APPROUVER le règlement d'attribution d'un fond de concours de la Communauté d'Agglomération d'Epinal,

D'APPROUVER la convention avec la Communauté d'Agglomération d'Epinal pour le versement d'un fond de concours,

D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer avec la Communauté d'Agglomération d'Epinal la convention de versement de ce fond.

DCM 2024/37 : Finances - Tarifs des frais de scolarité

Monsieur le Maire rappelle la délibération 2018-08-05 du 28 septembre 2018 fixant le montant des frais de scolarité dus par les municipalités de résidence des familles lorsque les enfants sont inscrits dans notre école.

Il propose au conseil municipal de ne pas faire évoluer le montant et de préciser que ces couts sont annuels.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DECIDE de fixer comme suit la participation des communes extérieurs au titre de la scolarité par année et à compter de l'année scolaire 2024-2025 :

- 1070 € pour un élève scolarisé à l'école maternelle.
- 340 € pour un élève scolarisé à l'école élémentaire.

DCM 2024/38 : Finances - Décision modificative n°1

Monsieur le Maire informe le conseil municipal de la nécessité de prendre une décision modificative afin de transférer des crédits pour nous permettre d'annuler des titres sur les années antérieures.

Cette ouverture de crédits en dépenses de fonctionnement sera reprise sur l'excédent de fonctionnement (budget voté en suréquilibre).

Sur proposition de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité,

APPROUVE la décision modificative suivante sur le budget communal 2024.

FONCTIONNEMENT :

Dépenses		Recettes	
Article (Chap.)	Montant	Article (Chap.)	Montant
673 (67) : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	1 800.00		
Total Dépenses	1 800.00	Total Recettes	00.00

DCM 2024/39 : RH - Création d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité

La commune de Deyvillers est soucieuse de permettre à des jeunes d'accéder à un premier emploi à travers les emplois saisonniers.

Vu le Code Général de la Fonction Publique notamment son article L332-23 2°,

Considérant qu'il est nécessaire de recruter un agent contractuel pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité aux services techniques et espaces verts ;

Sur le rapport de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal

DECIDE la création à compter du 8 juillet 2024 d'un emploi non permanent pour faire face à un besoin lié à un accroissement saisonnier d'activité dans le grade d'adjoint technique territorial relevant de la catégorie hiérarchique C à temps complet.

Cet emploi non permanent sera occupé par deux agents contractuels recrutés par voie de contrats à durée déterminée pour une durée de 6 semaines allant du 8 juillet 2024 au 14 août 2024 inclus.

- Premier contrat du 08/07/2024 au 26/07/2024
- Second contrat du 29/07/2024 au 14/08/2024

La rémunération de chaque agent sera calculée par référence à l'indice brut 367 du grade de recrutement.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

DCM 2024/40 : RH – RIFSEEP

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code général de la Fonction Publique,
Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,
Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,
Vu le décret n° 2020-182 du 27/02/2020 relatif au régime indemnitaire des agents de la fonction publique territoriale,
Vu la circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,
Vu les arrêtés fixant les montants de référence pour les services de l'Etat
Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 16/04/2024,
Vu le tableau des effectifs,
Vu la délibération 2018-01-06 du 26 janvier 2018 qu'il convient de modifier,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Préambule : Un nouveau régime indemnitaire appelé Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) peut être institué afin de valoriser principalement l'exercice des fonctions via la création d'une indemnité principale (IFSE). A cela, doit s'ajouter un complément indemnitaire annuel (CIA) versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

Ce nouveau régime indemnitaire se substitue aux régimes institués antérieurement.

Première partie : L'Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise (IFSE)

L'IFSE constitue la part principale du RIFSEEP.

Elle a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions et repose sur la nature des fonctions exercées par les agents ainsi que sur l'éventuelle prise en compte de l'expérience professionnelle acquise dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 1 : IFSE :

L'IFSE est instituée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat. L'IFSE est un outil indemnitaire qui a pour finalité de valoriser l'exercice des fonctions.

Ce principe de reconnaissance indemnitaire est axé sur l'appartenance à un groupe de fonctions. Il revient ainsi à l'autorité territoriale de définir les bénéficiaires et de répartir les postes au sein de groupes de fonctions.

Article 2 : Bénéficiaires

L'IFSE est attribuée :

- aux fonctionnaires titulaires et stagiaires

Filières et cadres d'emplois concernés :

- **Filière administrative : Rédacteur – Adjoint administratif**
- **Filière technique : Agent de Maîtrise – Adjoint technique**
- **Filière animation : animateur – Adjoint d'animation**
- **Filière sociale : Agent territorial spécialisé des Ecoles Maternelles**

Article 3 : Détermination des groupes de fonctions et des critères

Pour chaque cadre d'emplois, il convient de définir des groupes de fonctions auxquels seront rattachés des montants indemnitaires maximum annuels.

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, le groupe 1 étant réservé aux postes les plus exigeants. La hiérarchie entre les groupes va transparaître via des plafonds distincts.

La circulaire ministérielle recommande de prévoir au plus :

- 2 groupes de fonctions pour les catégories B,
- 4 groupes de fonctions pour les catégories C

En application du principe de libre administration, les collectivités territoriales peuvent définir elles-mêmes le nombre de groupes de fonctions par cadre d'emplois.

La répartition de fonctions au sein des groupes de fonctions est réalisée selon un schéma simple et lisible au regard des critères fonctionnels objectivés. Ils doivent permettre de cibler les niveaux de responsabilité.

Trois critères seront communs à tous les cadres d'emplois :

1. Encadrement, coordination, pilotage, conception

Ce critère fait référence à des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement, de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projet.

2. Technicités, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions

Il s'agit de valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine de référence de l'agent (maîtrise de compétences rares).

3. Sujétions particulières et degré d'exposition de certains postes au regard de son environnement professionnel

Contraintes particulières liées au poste (exposition physique, responsabilité prononcée, lieu d'affectation ou aire géographique d'exercice des fonctions...)

Article 4 : Fixation des montants maximum de l'IFSE

Le montant maximum de l'IFSE est fixé dans la limite des plafonds applicables aux fonctionnaires de l'Etat (arrêtés ministériels) et déterminés par l'assemblée délibérante. **Voir tableau récapitulatif en annexe.**

Article 5 : Attribution individuelle

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale.

Conformément au décret n° 91-875, l'autorité territoriale fixera librement par arrêté le montant individuel dans la limite des montants maximum prévus dans le tableau en annexe selon les critères d'attribution et indicateurs du groupe et le système de cotation établi.

Article 6 : Réexamen de l'IFSE :

Est prévu réglementairement, un réexamen du montant de l'IFSE :

- En cas de changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions (afin d'encourager la prise de responsabilité) ;
- En cas de mobilité vers un poste relevant d'un même groupe de fonctions ;
- Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- En cas de changement de grade suite à une promotion

Le réexamen n'implique pas l'obligation de revalorisation.

Article 7 : Périodicité de versement de l'I.F.S.E.

Le versement de l'IFSE se fera mensuellement sur la base d'un douzième du montant annuel individuel attribué.

Le montant est proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, à temps non complet et à demi-traitement.

Article 8 : Clause de revalorisation l'I.F.S.E.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Deuxième partie : Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)

Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, appréciés dans le cadre de l'entretien professionnel annuel d'évaluation.

Article 9 : CIA

L'attribution du CIA repose sur **l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent**.

Le compte rendu de l'entretien professionnel, et, en particulier, la grille d'évaluation de la **manière de servir**, constitue l'outil de base pour définir le montant du CIA.

Article 10 : Bénéficiaires

Le CIA est attribué :

- aux fonctionnaires titulaires et stagiaires

Filières et cadres d'emplois concernés :

- **Filière administrative : Rédacteur – Adjoint administratif**
- **Filière technique : Agent de Maîtrise – Adjoint technique**
- **Filière animation : animateur – Adjoint d'animation**
- **Filière sociale : Agent territorial spécialisé des Ecoles Maternelles**

Article 11 : Détermination des groupes de fonctions et des critères

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds fixés dans la limite des plafonds applicables à la Fonction Publique d'Etat.

L'autorité territoriale se basera sur l'entretien professionnel annuel des agents selon les critères définis et approuvés par le Comité Social Territorial.

Critères et indicateurs :

- Communication, conduite de réunion
- Organisation, contrôle et coordination
- Prise de décisions
- Fiabilité, qualité du travail
- Autonomie,
- Respect des délais,
- Acteur de la prévention,
- Engagement de la responsabilité financière
- Sens du service public, conscience professionnelle, disponibilité
- Actualisation des connaissances
- Ponctualité, assiduité
- Capacité à travailler en équipe
- Relations avec le public, l'autorité ou la hiérarchie
- Capacité à mener une équipe
- Connaissance et respect de l'organigramme

Article 12 : Fixation des montants maximum du C.I.A.

Le montant maximum du C.I.A. est fixé dans la limite des plafonds applicables aux fonctionnaires de l'Etat (arrêtés ministériels) et déterminés par l'assemblée délibérante.

Voir en annexe montants plafonds

Article 13 : Attribution individuelle

Conformément au décret n° 91-875, l'autorité territoriale fixera librement par arrêté le montant individuel dans la limite des montants maximums prévus dans le tableau en annexe selon les critères d'attribution du groupe cités à l'article 11 et du système de cotation établi. Il est assujéti à l'engagement professionnel et à la manière de servir appréciés au regard de l'entretien professionnel.

Ce versement est non reductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Article 14 : Périodicité de versement du C.I.A.

Le versement du CIA se fera annuellement et proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, à temps non complet et à demi-traitement. Le montant sera défini après l'entretien professionnel et selon les critères d'évaluation du travail de l'agent précisé à l'article 11.

Article 15 : Clause de revalorisation du C.I.A.

Les montants maxima évoluent selon les mêmes conditions que les montants applicables aux fonctionnaires de l'Etat.

Troisième partie : Dispositions communes

Article 16 : Cumul

Le RIFSEEP est exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

L'I.F.S.E. et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature.

Le R.I.F.S.E.E.P. ne pourra se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique
- l'indemnité de régisseur de recettes ou d'avances

L'I.F.S.E. est cumulable avec :

- les dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex : frais de déplacement),
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (ex : indemnité compensatrice ou différentielle, GIPA, etc.)
- les avantages collectivement acquis (exemple 13^{ème} mois)
- l'indemnité horaire pour travail normal de nuit,
- la prime d'encadrement éducatif de nuit,
- l'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés des

personnels de la filière sanitaire et sociale,

- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS)
- L'indemnité d'astreinte, de permanence ou d'intervention
- indemnité pour travail dominical régulier,
- indemnité horaire pour travail du dimanche et jour férié
- indemnité forfaitaire complémentaire pour élections
- la prime « Grand âge » ;
- la prime exceptionnelle COVID-19.

Article 17 : Les modalités de maintien ou de suppression / Absentéisme

La part fixe IFSE

Le versement se poursuivra en cas de maladie ordinaire ☒ OUI ☐ NON

Si oui, en suivant le sort du traitement ☒ OUI ☐ NON

L'IFSE suivra également le sort du traitement durant les congés suivants :

- Congés annuels
- Congés pour accident du travail et maladie professionnelle
- Congés d'adoption, de maternité et de paternité

En cas de congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie, l'IFSE sera suspendue.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, la part IFSE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise.

En cas de temps partiel thérapeutique, l'IFSE sera versée au prorata du temps de travail effectif de l'agent.

La part variable CIA

Le montant du Complément Indemnitaire Annuel est directement lié à la réalisation de l'entretien professionnel de l'année N, et sera versé en N+1.

En cas d'impossibilité de réalisation d'entretien professionnel de l'année N pour cause d'absence (ex : maladie, accident, maternité...), le CIA sera versé en N+1 à l'issue de l'entretien professionnel réalisé à la reprise de service.

Le CIA est non reconductible d'une année sur l'autre.

En cas de congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie, le CIA sera suspendu.

Toutefois, lorsque l'agent est placé en congé de longue maladie, de grave maladie ou de longue durée à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé antérieurement au titre de la maladie ordinaire, la part IFSE qui lui a été versée durant son congé de maladie ordinaire lui demeure acquise.

Article 18 : Montants maximum de l'IFSE et du CIA :

La loi relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires du 20/04/2016 a modifié l'article 88 de la loi 84-53 du 26/01/84 : « **l'organe délibérant détermine les plafonds applicables à chacune de ces parts et en fixe les critères sans que la somme des 2 parts (IFSE et CIA) dépasse le plafond global des primes octroyées aux agents de l'Etat** ».

Le CIA ayant un caractère complémentaire, sa part ne devrait pas excéder celle de l'IFSE.

Voir tableau récapitulatif des montants plafonds joint

Article 19 : Clause de sauvegarde / maintien du régime antérieur

« En application de l'article 88 alinéa 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, l'autorité territoriale ne souhaite pas maintenir, à titre individuel, le montant versé antérieurement au RIFSEEP, jusqu'à un éventuel changement de poste de l'agent, et jusqu'à l'éventuelle abrogation de cette disposition lors d'une délibération ultérieure ».

Article 20 : Crédits budgétaires

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Article 21 : Abrogation des délibérations antérieures

Toutes dispositions antérieures portant sur des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir sont abrogées

Article 22 : Exécution

L'autorité territoriale et le Comptable public sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité.

Article 23 : Date d'effet

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} juillet 2024.

Annexe du tableau récapitulatif des montants plafonds :

Cadre d'emplois	Groupe de fonction	Définition des fonctions de chaque groupe	IFSE Montant annuel maximum de la collectivité (non logés)	CIA Montant annuel maximum de la collectivité	Plafond Réglementaire maximum (IFSE + CIA)
CATEGORIE B					
Rédacteurs	G1	Responsable administratif et financier	13 000 €	400 €	19 860 €
	G2	Assistant de gestion financière et administrative	8 000 €	200 €	16 645 €
Animateurs	G1	Animateur responsable de la garderie périscolaire, de la restauration scolaires, des N.A.P et des A.L.S.H.	10 000 €	400 €	19 860 €
CATEGORIE C					
Adjoint administratifs	G1	Chargé d'accueil	6 000 €	200 €	12 600 €
Agents de Maîtrise	G1	Gestionnaire technique bâtiments Gestionnaire espaces verts et environnement	6 000 €	400 €	12 600 €
Adjoint techniques	G1	Agent de propreté des espaces publics Agent d'entretien polyvalent Agent des espaces verts Chargé de propreté des locaux Agent de restauration scolaire	6 000 €	200 €	12 600 €
A.T.S.E.M	G1	Agent d'accompagnement à l'éducation de l'enfant	6 000 €	200 €	12 600 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, approuve à l'unanimité,

- le versement mensuel de la part Indemnité de Fonction, de Sujétion et d'Expertise.
- l'exclusion des agents contractuels du régime indemnitaire.

DCM 2024/41 : RH – Convention relative à la mise en œuvre des prestations de service du pôle carrières

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que le Pôle Carrière et Instances Paritaires du Centre de Gestion des Vosges propose, par le biais d'une convention,

des prestations de services afin d'assister les services des Mairies dans la gestion de leurs personnels.

Après avoir entendu le Maire dans ses explications, complémentaires, concernant notamment la complexité et la fiabilité de certains dossiers à réaliser par les services, le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

DE CONVENTIONNER avec le service Carrières et Instances Paritaires du Centre de Gestion des Vosges et autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette convention.

PRECISE que les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

CERTIFIE sous la responsabilité de Monsieur le Maire le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

DCM 2024/42 : RH – Demande d'agrément de service civique

Monsieur le Maire expose que le Service Civique créé par la loi du 10 mars 2010 s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans, sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif ou une personne morale de droit public.

Ils accomplissent une mission d'intérêt général dans un des 9 domaines d'intervention reconnus prioritaires pour la nation et ciblés par le dispositif d'au moins 24 heures hebdomadaires. Les missions sont orientées auprès du public, principalement sur le terrain, et favorisant la cohésion nationale et la mixité sociale.

L'objectif de l'engagement de service civique est à la fois de mobiliser la jeunesse face à l'ampleur des défis sociaux et environnementaux et de proposer aux jeunes un nouveau cadre d'engagement, dans lequel ils pourront mûrir, gagner en confiance, en compétences, et prendre le temps de réfléchir à leur propre avenir, tant citoyen que professionnel.

Il a également pour objectif d'être une étape de vie au cours de laquelle des jeunes de toute origine sociale et culturelle pourront se côtoyer et prendre conscience de la diversité de notre société. Loin du stage centré sur l'acquisition de compétences professionnelles, le Service Civique est donc avant tout une étape de vie, d'éducation citoyenne par action, et se doit d'être accessible à tous les jeunes, quelles qu'étaient leurs formations ou difficultés antérieures.

Il s'inscrit dans le code du service national et non pas dans le code du travail.

Un agrément est délivré pour 2 ans au vu de la nature des missions proposées et de la capacité de la structure à assurer l'accompagnement et à prendre en charge des volontaires.

Le service civique donnera lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Un tuteur doit être désigné au sein de la structure d'accueil. Il sera chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Ce dispositif s'inscrit dans la volonté de la collectivité de développer une politique jeunesse innovante en offrant notamment à tous les jeunes du territoire la possibilité de s'engager dans des projets d'intérêt général leur permettant de devenir des citoyens acteurs d'un meilleur vivre ensemble.

Compte tenu de ces éléments, il est demandé au conseil municipal :

- d'autoriser le Maire à introduire un dossier de demande d'agrément au titre de l'engagement dans le dispositif du service civique auprès de la Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion sociale (DRJSCS) ;
- d'autoriser la formalisation de missions ;
- d'autoriser le Maire à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires, tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application ;
- de donner son accord de principe à l'accueil des jeunes en service civique volontaire, avec démarrage dès que possible après agrément ;
- de dégager les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil des volontaires et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2, L2121-12 et L2121-29,

Vu le Code du Service National,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1 ;

Vu la loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 relative au service civique ;

Vu la loi n° 2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

D'AUTORISER le Maire à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires, tel que défini par la loi du 10 mars 2010 et ses décrets d'application.

DE DONNER son accord de principe à l'accueil des jeunes en service civique volontaire, avec démarrage dès que possible après agrément.

DE DEGAGER les moyens humains, matériels et financiers, nécessaires à la qualité de l'accueil des volontaires et de la mise en œuvre des missions ainsi qu'à promouvoir et valoriser le dispositif et ses acteurs, notamment auprès des jeunes.

DCM 2024/43 : Intercommunalité - Répartition du capital social SPL X-Démat

La société publique locale (SPL) dénommée SPL-Xdemat, a été créée le 27 février 2012 par les Départements de l'Aube, des Ardennes et de la Marne, en vue de fournir à ses actionnaires, des prestations liées à la dématérialisation.

Depuis, notre collectivité a adhéré à la société ainsi que les Départements de la Haute-Marne, de l'Aisne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle, de nombreuses communes et plusieurs groupements de collectivités situés sur le territoire des 8 départements.

Au 20 mars 2024, SPL-Xdemat comptait 3 282 actionnaires.

Chaque année, conformément à l'article 225-100 du code du commerce, l'Assemblée générale de la société doit se réunir avant fin juin, pour approuver les comptes de l'année précédente et affecter le résultat, après présentation des rapports du Commissaire aux comptes.

À l'occasion de cette réunion, d'autres points peuvent lui être présentés tels qu'un point sur les mandats des commissaires aux comptes ou l'adoption d'une nouvelle version du règlement intérieur.

Depuis 2020, il a été décidé d'ajouter à ces points, l'examen de la répartition du capital social suite aux adhésions et sorties intervenues depuis la dernière assemblée.

En effet, tout au long de l'année, de nouvelles collectivités locales ou de nouveaux groupements de collectivités souhaitent devenir actionnaires de la société et achètent à ce titre une action de la société, modifiant la répartition de son capital social. Il arrive également que certains actionnaires décident de sortir de la société et revendent leur action, suite à leur disparition administrative ou faute d'utilisation des outils mis à leur disposition.

Ainsi, depuis fin mars 2023, 124 actions ont été vendues à des collectivités ou groupements de collectivités pour leur entrée au sein de SPL-Xdemat et 8 ont été rachetées pour permettre à 8 actionnaires de sortir de la société, faute d'utilisation des outils proposés. Ces transferts d'actions ont eu pour conséquence de modifier la répartition du capital social. Le capital social, divisé en 12 838 actions, est désormais réparti comme suit :

- le Département de l'Aube : 6 557 actions soit 51,08 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 659 actions soit 5,13 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 272 actions soit 2,12 % du capital social,
- le Département de la Marne : 559 actions soit 4,35 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 267 actions soit 2,08 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 322 actions soit 2,51 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 505 actions soit 3,93 % du capital social

- le Département des Vosges : 356 actions soit 2,77 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 341 actions soit 26,03 % du capital social détenues par 3 274 actionnaires.

Sur ces 3 341 actions communales et intercommunales, 527 sont aubois, 527 axonaises, 355 ardennaises, 286 marnaises, 430 haut-marnaises, 616 meurthe-et-mosellanes, 121 meusiennes et 479 vosgiennes.

Ainsi, les 12 838 actions de la société, tous actionnaires confondus, se ventilent comme suit sur les 8 territoires départementaux de la SPL :

Territoire départemental	Nombre d'actions	%	Nombre d'actionnaires	%
Aube	7 084	55,18 %	500	15,23 %
Aisne	1 186	9,24 %	526	16,03 %
Ardennes	627	4,88 %	350	10,66 %
Marne	845	6,58 %	277	8,44 %
Haute-Marne	697	5,43 %	416	12,68 %
Meurthe-et-Moselle	938	7,31 %	612	18,65 %
Meuse	626	4,88 %	122	3,72 %
Vosges	835	6,50 %	479	14,59 %
Total	12 838		3 282	

Cette nouvelle répartition du capital social, détaillée dans la liste des actionnaires annexée à la présente, sera soumise à l'approbation de l'Assemblée générale de la SPL.

Or, selon l'article L. 1524-1 du Code général des collectivités territoriales, applicable aux sociétés publiques locales, *« à peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale (...) sur la modification portant sur (...) la composition du capital (...) ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification »*.

Il convient donc d'approuver la nouvelle répartition du capital social de la société SPL-Xdemat et d'autoriser le représentant de la collectivité à voter la résolution correspondante lors de la prochaine Assemblée générale de la société.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE la nouvelle répartition du capital social de la société publique locale dénommée SPL-Xdemat, divisé en 12 838 actions, telle que figurant dans la liste des actionnaires annexée à la présente et faisant apparaître la ventilation territoriale suivante :

- le Département de l'Aube : 6 557 actions soit 51,08 % du capital social,
- le Département de l'Aisne : 659 actions soit 5,13 % du capital social,
- le Département des Ardennes : 272 actions soit 2,12 % du capital social,
- le Département de la Marne : 559 actions soit 4,35 % du capital social,
- le Département de la Haute-Marne : 267 actions soit 2,08 % du capital social,
- le Département de Meurthe-et-Moselle : 322 actions soit 2,51 % du capital social,
- le Département de la Meuse : 505 actions soit 3,93 % du capital social

- le Département des Vosges : 356 actions soit 2,77 % du capital social,
- les communes et groupements de communes : 3 341 actions soit 26,03 % du capital social, détenues par 3 274 actionnaires ;

DONNE pouvoir au représentant de la collectivité à l'Assemblée générale de la société SPL-Xdemat, pour voter cette nouvelle répartition de son capital social et la résolution en découlant, lors de sa prochaine réunion.

Fin : 22h05

Questions Diverses :

Le tirage au sort des jurys d'assises a été effectué pour l'année 2025.
Organisation et déroulé du scrutin du 09 juin.